

# Grèce/Au lendemain du oui au référendum Mince chance de négocier à Tsipras pour sauver son pays

AFP  
Paris/France

FACE à un Alexis Tsipras victorieux, la France et l'Allemagne ont trouvé hier les mêmes mots pour exiger de lui des propositions, laissant une mince chance de négocier le sauvetage d'une Grèce en état d'urgence financière. Le pays ne doit sa survie économique qu'à une BCE de plus en plus réticente, qui a certes maintenu hier à leur niveau actuel les prêts d'urgence aux banques grecques, mais en durcissant les conditions. Les banques resteront d'ailleurs fermées au moins jusqu'à demain, tandis que les mesures de contrôle des capitaux seront maintenues. C'est dans cet état d'urgence financier que le président François Hollande et la chancelière Angela Merkel ont tenté à Paris de montrer une certaine unité dans leur message au chef du gouvernement grec. Mme Merkel a jugé "urgent" d'avoir des "propositions tout à fait précises", tandis que M. Hollande a réclamé des propositions "sérieuses" de la part du chef du gouvernement grec. Au-delà de leur maigre vocabulaire commun, M. Hollande et Mme Merkel n'ont pu dissimuler leurs diver-

gences, à la veille d'un sommet de la zone euro de tous les dangers à Bruxelles. Le président français, fidèle à la position conciliatrice que veut adopter la France, a répété que la porte restait "ouverte" aux discussions, et insisté sur la notion de "solidarité", malgré le rejet massif par les Grecs de la dernière mouture des exigences de leurs créanciers. Mme Merkel a elle souligné que cette proposition rejetée par référendum, à 61,2% des voix, était déjà "généreuse". Elle a aussi insisté sur le fait qu'il fallait compter avec "les 18 autres pays de la zone euro", dont de nombreux petits pays franchement hostiles à la campagne anti-austérité de Syriza. Pratiquement au même moment, le tout nouveau ministre des Finances grec Euclide Stakalotos a lui jugé que les Grecs "méritaient mieux" et qu'il ne voulait pas d'une solution "non-viable". Plus sobre dans son expression, il s'est toutefois montré sur la même ligne que son prédécesseur, le bouillant Yanis Varoufakis, dont la démission surprise a pu nourrir l'espoir d'un dialogue plus apaisé entre Européens.

ASPHYXIE ECONO-

MIQUE. Tandis que les Européens cherchaient une voix commune, Alexis Tsipras a lui cherché à consolider encore sa position, convoquant les dirigeants des partis d'opposition ensemble pour la première fois. Un texte commun est sorti des six heures de réunion, à laquelle seul le parti néonazi Aube dorée ne participait pas, plaidant pour la conclusion d'un accord couvrant les besoins de financement du pays, accompagné de réformes et d'efforts budgétaires "justement répartis". Les banques resteront d'ailleurs fermées au moins jusqu'à demain, tandis que les mesures de contrôle des capitaux seront maintenues. Cet état d'urgence financier empêche la banqueroute immédiate, mais aggrave de jour en jour l'asphyxie économique. Les États-Unis ont eux aussi tenu à faire entendre leur voix, appelant via un porte-parole les dirigeants européens et Athènes "à se mettre d'accord sur un ensemble de réformes et un financement qui permettent à la Grèce d'être sur la voie d'une gestion durable de sa dette, mais aussi de croissance économique". Le FMI, l'un des acteurs majeurs d'une crise qui dure depuis 2010, a lui choisi la sobriété : "Nous



De gauche à la droite le Premier ministre grec Alexis Tsipras, le président Prokopios Pavlopoulos et le nouveau ministre des Finances Euclid Tsakalotos.

surveillons la situation de près et nous nous tenons prêts à aider la Grèce si on nous en fait la demande", a déclaré sa patronne Christine Lagarde. Le Fonds a pourtant contribué à entretenir la tension entre Athènes et ses créanciers en remettant avec fracas la semaine dernière sur la table le sujet tabou par excellence : celui d'une restructuration de la dette grecque. Il s'agit à la fois d'une revendication phare de M. Tsipras, et d'une ligne rouge pour Mme Merkel, confrontée à une opinion publique à bout de patience alors que la Grèce est sous assistance financière depuis 5 ans. Malgré cela, la chancelière ne va pas aussi loin que certains responsables européens qui parlent ouvertement d'une sortie de la Grèce de la monnaie

unique. L'exasperation à l'égard de la Grèce est patente chez le ministre slovaque des Finances Peter Kazimir qui a jugé dimanche une sortie de la Grèce de la zone euro comme "un scénario réaliste". Le patron de l'Eurogroupe, le Néerlandais Jeroen Dijsselbloem, a quant à lui estimé que la victoire du non "ne rapproche pas (l'Europe) d'une solution" avec Athènes. La France espère dans cette constellation jouer les médiateurs, ce qui explique l'invitation de Mme Merkel à l'Élysée hier. Reste que le temps presse pour trouver une solution et que selon une source européenne, la négociation d'un troisième programme sur deux ans, échangeant réformes contre réduction de dette, comme le souhaiterait la Grèce, est hors calendrier.

## Burundi/Au sommet des dirigeants des pays de l'EAC Nouvel appel à un report de la présidentielle

AFP  
Dar es Salaam/Tanzanie

La date du 30 juillet a été proposée pour la tenue de scrutin. Le temps de permettre au président ougandais Yoweri Museveni, désigné comme médiateur dans la crise qui secoue le pays, de "conduire un dialogue".

LES dirigeants de la Communauté est-africaine ont de nouveau demandé hier au Burundi de reporter la présidentielle controversée prévue le 15 juillet, et désigné le président ougandais comme médiateur dans cette crise née de la candidature du président Pierre Nkurunziza à un 3e mandat. Lors d'un sommet organisé à Dar es Salaam, principale ville tanzanienne, les dirigeants des pays de l'EAC (Burundi, Rwanda, Tanzanie, Kenya, Ouganda) ont demandé que "l'élection soit reportée au 30 juillet pour donner le temps au

médiateur (Yoweri Museveni) de conduire un dialogue", a déclaré le secrétaire général de l'organisation régionale, Richard Sezibera. Seuls les présidents tanzaniens Jakaya Kikwete et ougandais Yoweri Museveni ont assisté hier à ce troisième sommet de l'EAC consacré à la crise burundaise en moins de deux mois. Les président burundais Nkurunziza, rwandais Paul Kagame et kényan Uhuru Kenyatta ont boudé la réunion, signe, selon un diplomate, de leur lassitude face à l'enlisement de la crise. L'officialisation en avril de la candidature de Pierre Nkurunziza, déjà élu en 2005 et 2010, à la présidentielle du 15 juillet a déclenché un mouvement de contestation populaire violemment réprimé par la police. Les manifestants se sont aussi violemment affrontés aux jeunes du parti au pouvoir - les Imbonerakure - assimilés par l'Onu à une "milice" et que l'EAC a re-

demandé au gouvernement de "désarmer", tout comme elle a réclamé le désarmement des "autres groupes armés". Depuis le début de la crise, au moins 70 personnes sont mortes et plus de 140 000 Burundais ont fui dans des pays voisins - Rwanda, Tanzanie, République démocratique du Congo - pour échapper à un climat préélectoral délétère. La présidentielle intervient dans la foulée de législatives et communales, le 29 juin, qui ont été boycottées par l'opposition et dont la quasi-unanimité de la communauté internationale - EAC, mais aussi Union africaine, Union européenne, États-Unis ou même Onu - avaient aussi demandé le report, estimant le climat impropre à des scrutins "crédibles". En vain. Le pouvoir burundais, qui avait déjà très légèrement décalé les législatives et communales, avait refusé un nouveau glissement électoral, arguant d'un risque de vide institutionnel puisque le mandat de



Le président Pierre Nkurunziza (ici en campagne) : entendra-t-il le nouvel appel au report de la présidentielle?

Pierre Nkurunziza s'achève le 26 août. Face à l'entêtement de Bujumbura, l'ensemble de la communauté internationale, à l'exception de l'Onu, avait retiré ses observateurs électoraux. Les résultats des législatives et communales ne sont pas encore connus, mais l'Onu a d'ores et déjà mis en doute leur validité. Pour la présidentielle à venir, que l'opposition bu-

rundaise boycottée aussi, l'EAC a en revanche annoncé hier qu'elle enverrait cette fois "une mission d'observateurs électoraux". L'organisation intergouvernementale a par ailleurs demandé que, quel que soit le vainqueur de présidentielle, "un gouvernement d'unité nationale" soit par la suite formé, rassemblant "ceux qui ont participé et ceux qui n'ont pas participé aux élections".

### Télex Afrique

- **Burkina Faso/Crise.** Le démenti du Premier ministre  
Le Premier ministre burkinabè Isaac Zida a démenti lundi des rumeurs de démission, alors que la garde présidentielle réclame son départ à trois mois de l'élection présidentielle prévue le 11 octobre.
- **Egypte/Jihadistes.** L'armée abat 241 combattants dans le Sinaï  
L'armée égyptienne a annoncé lundi avoir tué en cinq jours 241 combattants dans la péninsule du Sinaï, dont des jihadistes de l'organisation État islamique (EI) à l'origine d'une attaque spectaculaire lancée la semaine dernière.
- **Nigeria/Islamistes.** Le président Buhari sous pression



Photo : AFP

Un demi-millier de morts depuis fin mai, des attaques quasi quotidiennes depuis une semaine, encore 49 tués dimanche : Boko Haram met sous pression le nouveau président nigérian Muhammadu Buhari, qui s'est engagé à "éradiquer le terrorisme le plus rapidement possible".

- **Tanzanie/Politique.** Deux ex-ministres emprisonnés pour corruption  
Deux anciens ministres tanzaniens des Finances ont été condamnés à trois ans de prison lundi pour avoir accordé des exemptions d'impôts indues, privant le pays de millions de dollars de recettes fiscales.

### A travers le monde

- **Equateur/Religion.** Plus d'un million de fidèles attendus pour la messe du pape



Photo : AFP

Un million et demi de personnes étaient attendues hier pour assister à la messe en plein air du pape François à Guayaquil, en Equateur, première étape d'un voyage de huit jours qui le mènera aussi en Bolivie et au Paraguay.

- **Irak/Conflit.** Huit morts dans une explosion accidentelle

Au moins huit personnes ont été tuées lundi à Bagdad par l'explosion d'une bombe tombée accidentellement d'un avion de combat irakien à cause d'un "problème technique", ont indiqué des responsables de la sécurité.

- **Iran/Nucléaire.** Première réunion entre ministres  
Les chefs de la diplomatie des grandes puissances et de l'Iran se sont tous retrouvés hier à Vienne pour la première fois depuis la reprise formelle des négociations sur le nucléaire iranien, il y a dix jours, a-t-on appris de sources diplomatiques.